

**Nations unies - MINUK -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**

(New York, 14 mai 2018)

Je remercie le représentant spécial du Secrétaire général ainsi que le vice premier ministre et ministre des affaires étrangères de la Serbie, M Dacic, et l'ambassadrice du Kosovo, Mme Citaku, pour leurs exposés.

Monsieur le Président,

Au vu de la situation décrite par le représentant spécial, je soulignerai trois points :

1/ Premièrement, l'engagement de la MINUK pour promouvoir la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'Homme au Kosovo et dans la région doit continuer à être salué. La France se félicite, notamment, des activités de la MINUK en matière de rapprochement des communautés et de promotion de l'agenda femmes, paix et sécurité en lien avec ONU-femmes. Comme le soulignent les membres de l'UE au sein de ce Conseil, nous devons continuer à être attentifs à la question du recentrage des actions de la MINUK afin que les moyens déployés par les Nations Unies soient pleinement adaptés à la situation sur le terrain. À un moment où le débat porte sur l'avenir des opérations de maintien de la paix, il est en effet de notre responsabilité, en tant que membres du Conseil de sécurité, d'y veiller ainsi qu'à la coordination des actions de la MINUK avec les autres acteurs internationaux présents au Kosovo.

2/ Deuxièmement, la stratégie pour les Balkans occidentaux publiée par la Commission européenne le 16 février dernier témoigne de l'engagement des pays de l'UE vis-à-vis des pays des Balkans occidentaux. Elle a rappelé clairement la perspective européenne de ceux-ci, tout en insistant sur les efforts attendus de leur part pour progresser dans cette voie.

La France se tient avec constance aux côtés du Kosovo afin qu'il puisse poursuivre les efforts de développement et de progrès suivis depuis 10 ans, traiter les défis auxquels il fait face et répondre aux besoins de la population kosovare.

Nous invitons les autorités kosovares à poursuivre les efforts de réforme en vue de la consolidation des institutions et du développement économique et social du Kosovo, et l'ensemble des forces politiques à oeuvrer à la construction du consensus politique sur les questions clés pour l'avenir du pays. Nous condamnons fermement le recours à des moyens violents tel que le jet de gaz lacrymogènes visant à perturber le fonctionnement du Parlement.

Madame la Présidente,

Vous connaissez notre attachement à la consolidation de l'Etat de droit au Kosovo qui doit se poursuivre, ainsi qu'à la lutte contre la corruption et la criminalité organisée. Nous saluons le développement important que constitue la ratification de l'accord de démarcation de la frontière avec le Monténégro, intervenue le 21 mars, au terme d'un processus difficile et qui contribue au renforcement des relations de bon voisinage à l'échelle régionale. Le rapport du Secrétaire général souligne également le travail positif poursuivi par les autorités kosovares pour protéger davantage les victimes de violences sexuelles.

3/ Troisièmement, Madame la Présidente, la France regrette, enfin, que depuis janvier dernier, plusieurs incidents aient pesé sur le dialogue entre Belgrade et Pristina. Elle appelle chaque partie à s'abstenir de toute action ou déclaration susceptible de provoquer des tensions, à chercher à régler les difficultés par la voie du dialogue, afin de permettre la mise en place d'un climat durablement propice aux avancées qui restent à réaliser. Les Présidents serbe et kosovar ont fait part de leur volonté de progresser vers la conclusion d'un accord de normalisation complète entre la Serbie et le Kosovo. Cet engagement doit être souligné. En dépit des difficultés qui peuvent survenir, ce chemin doit être résolument poursuivi. La France soutient pleinement cette perspective et les efforts menés en ce sens par la Haute-représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de l'Union européenne, Mme Mogherini.

Madame la Présidente,

Nous avons noté avec intérêt la réactivation par les autorités kosovares des structures en vue de la rédaction des statuts de la communauté/association des municipalités à majorité serbe, qui est l'un des engagements essentiels prévu par les accords de Bruxelles. La France en est convaincue, la normalisation complète des relations est la seule voie d'avenir pour les deux pays, pour les générations futures et, comme l'a rappelé l'UE dans sa stratégie, une condition indispensable pour leurs chemins européens respectifs.

Je vous remercie./.